

PLF 2026 : un week-end de débats censuré par le gouvernement Il nous faut un budget !

Pour y parvenir, et au vu des contraintes du calendrier - le projet du gouvernement ayant été transmis anormalement tard à la présidence de l'Assemblée nationale - il était prévu que nous siégerions samedi et dimanche de 9 h à minuit, pour terminer l'examen du projet de loi de finances pour 2026 avant l'échéance, fixée au 23 novembre. Notre groupe parlementaire comptait notamment défendre une hausse de la taxation sur le transport aérien, une suppression progressive des niches fiscales sur les carburants fossiles, qui coûtent 15 milliards d'euros chaque année, une restauration des moyens des associations et des collectivités territoriales, maltraitées par le projet de budget, une accélération de la lutte contre l'importation à vil prix de produits fabriqués dans des conditions de concurrence inacceptables...

Nous ne pourrions pas le faire.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, le gouvernement a décidé sans concertation avec le bureau de l'Assemblée d'annuler les séances prévues ce week-end, reportant les débats à lundi matin.

C'est une manifestation de mépris pour les députés, qui se sont organisés pour ne pas prendre d'engagements en circonscription et assurer leur présence dans l'Hémicycle.

C'est surtout **une manœuvre antidémocratique** : en restreignant volontairement le temps de débat, l'exécutif cherche à empêcher l'Assemblée de se prononcer sur la première partie du budget.

Quelle hypocrisie de la part du gouvernement qui affirme vouloir « respecter le parlementarisme » tout en organisant en sous-main les conditions de son échec.

Les députés sont fatigués ? Oui, car le travail est organisé en dépit du sens commun. Oui, car l'examen et le vote simultané, en séance publique et en commission, de plusieurs textes importants - PLF, PLFSS, examen des rapports budgétaires pour avis - relève des travaux d'Hercule. Mais l'argument de la « fatigue » ne trompe personne : ce sont les députés qui demandaient à travailler tout le week-end, et ce sont les ministres qui freinent pour éviter un vote dont ils redoutent l'issue.

Le Parlement ne doit pas se laisser déposséder de sa mission première : donner un budget à la Nation. Et ne doit pas non plus laisser colporter l'idée selon laquelle il ne serait pas résolu à assumer cette mission !

Dominique Voynet
Députée du Doubs